



## Quelques gouttes de raison dans la vague d'émotion sur le pouvoir d'achat.



**Marc De Vos**  
Directeur  
Itinera Institute

Un an après les élections fédérales, la fièvre électorale semble bel et bien de retour. Presque tous les partis politiques, au Sud comme au Nord ont montré les dents. Les trois syndicats terminent une semaine d'actions politiques pour plus de pouvoir d'achat.

Les employeurs touchés crient injustice et payent le prix de l'in-dirigeable gouvernement de Leterme en grognant. La première victime dans ce contexte de surenchère politique est la raison. Essayons néanmoins la replacer devant l'émotion.

La cacophonie sur le pouvoir d'achat ne peut pas se faire au dépend de l'honnêteté intellectuelle. Cette honnêteté nous contraint à constater que la vague

actuelle d'inflation suit une longue période de contrôle des prix et de pouvoir d'achat croissant.

Entre 2000 et 2007 encore, le pouvoir d'achat réel a augmenté de 4%. Malgré l'explosion des prix en 2008, une heure de travail au revenu minimum permet aujourd'hui d'acheter une fois et demie plus d'essence qu'en 1974.

La frustration inflationniste est donc surtout le réveil soudain après un long et tranquille sommeil d'augmentation du pouvoir d'achat. Un sursaut des prix n'est agréable pour personne et oblige de nombreux ménages à modifier leurs choix d'allocation du budget familial. Mais est-ce une raison pour une intervention gouvernementale afin de soutenir des comportements de consommation visiblement trop cher ? Ce serait discutable, autant d'un point moral qu'économique.

Sur le marché, les prix sont le résultat des préférences libres de millions de personnes. Un gouvernement qui s'en mêle politise le marché et utilise les ressources budgétaires rares au profit de groupes de consommateurs spécifiques, au détriment des autres.

Le mécanisme des prix lie aussi l'offre à la demande et reflète le coût de la rareté.

Y intervenir donne des signaux trompeurs pour les choix de consommation et d'investissement, et constitue une entrave à l'avancement de l'économie et de la société. Les prix énergétiques élevés reflètent la pénurie et l'insécurité des carburants fossiles. Ils font en sorte que consommateurs et investisseurs se dirigent vers la transition énergétique tellement nécessaire pour

notre économie et notre environnement. Diminuer, voire bloquer, les prix énergétiques par la voie politique dérange la conversion vers une consommation énergétique durable, ralenti les investissements dans les technologies vertes et limite artificiellement l'offre de carburants fossiles. Nous n'avons vraiment pas besoin d'une répétition des politiques des

années 1970, qui se sont avérées désastreuses.

Le gouvernement ne doit donc pas pratiquer une politique des prix, mais bien réaliser le bon fonctionnement d'un marché concurrentiel qui garanti des prix compétitifs. Il y a encore beaucoup de pain sur la planche. La flambée des prix

alimentaires est plus prononcée sur le marché belge que chez nos pays voisins.

La libéralisation du secteur de l'énergie doit faire mieux – et vite. Les distorsions agricoles persistent à causes des nombreux subsides et tarifs. La pénurie alimentaire est entre-autres due à la politique contreproductive de subside des biocarburants.

En Belgique, l'Etat a une deuxième responsabilité primaire dans sa politique de pouvoir d'achat: stimuler l'emploi. L'emploi est en effet la

meilleure garantie contre la pauvreté.

Moins de chômeurs et plus de travailleurs signifie également plus de pouvoir d'achat. Aider les chercheurs d'emploi et rendre le travail attirant pour les non-actifs sont donc des priorités évidentes, surtout dans un marché de l'emploi qui a désespérément besoin de personnel au nord du pays.

“  
*Le gouvernement doit garantir un bon fonctionnement du marché, plus d'emplois et une politique de groupes cibles payante pour les négociations sur la norme salariale.*  
”

D'une pierre trois coups : financer le vieillissement, améliorer le pouvoir d'achat et stimuler l'économie.

Et *last but not least*, il y a bien sûr ce segment de la population pour lequel l'inflation n'est pas seulement désagréable, mais carrément problématique.

Pour lui, l'augmentation des prix pèse davantage, étant donné qu'une partie plus importante de son budget est consacrée à l'énergie et aux produits alimentaires. Différents remèdes sont envisageables.

Il y a la diminution générale de la TVA sur certains produits, comme le propose les syndicats. D'un point de vue social, ceci dépasserait largement le groupe cible, alors que d'un point de vue économique, une diminution générale des impôts est le bienvenu.

La TVA sur certains produits pourrait également être rattachée à l'évolution des prix, comme des vases communicants en quelque sorte. Même un système de chèques est pensable, et certainement préférable au contrôle des prix, parce qu'il n'affecte pas directement le prix du marché.

Et puis il y a encore l'indexation des salaires, qui pourrait mieux cibler certains groupes et non d'autres.

Quel que soit l'option choisie, les politiciens doivent déjà prendre en considération les négociations salariales de l'automne. En cette période d'inflation, la compétitivité internationale de l'économie belge pourrait souffrir de l'indexation automatique. L'investissement gouvernemental dans le débat sur le pouvoir d'achat doit donc aussi être rentable en vue des négociations sur la norme salariale de 2009-10. La compensation de l'inflation

et les négociations salariales doivent être liées politiquement.

Les négociations sur la norme salariale promettent déjà d'être animées ; le gouvernement doit assumer son rôle de sage-femme rapidement et intelligemment. Ou alors paierons-nous encore un prix politique ?

**Marc De Vos**  
Directeur Itinera Institute

---

Het Itinera Institute is een onafhankelijke denktank en doetank die, boven partijgrenzen, regionale verschillen en belangengroepen heen, wegen wil aanreiken voor beleidshervormingen met het oog op duurzame economische groei en sociale bescherming in België en zijn regio's.



Itinera Institute VZW-ASBL

Boulevard Leopold II Laan 184d - B-1080 Brussel - Bruxelles

T +32 2 412 02 62 - F +32 2 412 02 69

info@itinerainstitute.org www.itinerainstitute.org

L'itinera Institute est un think-tank et do-tank indépendant qui, au-dessus et au-delà des partis politiques, des différences régionales et des groupes d'intérêt, veut identifier les chemins de réformes qui garantissent une croissance économique et une protection sociale durables en Belgique et dans ses régions.

Verantwoordelijke uitgever - Editeur responsable: Marc De Vos, Directeur

---